

DEPARTEMENT DE L'ESSONNE	REPUBLIQUE FRANCAISE LIBERTE -EGALITE -FRATERNITE SYNDICAT MIXTE ORGE YVETTE SEINE	N°2022/29
--------------------------------	--	-----------

Le Comité Syndical légalement convoqué le 11 mai 2022, s'est assemblé le 17 mai 2022 à 20h00, au siège social du syndicat, sous la Présidence de M. Brahim OUAREM

Nombre de membres en exercice : 35

Présents : Pascal FOUNIER, Eric JANIN, Anne SCHACCHI, Jean-Claude DELIANCOURT, Stéphane BELLEC, Patrick BARRANCO, Khellaf BENIDJER, Ruddy SITACHARN, Sylvain TANGUY, Philippe BOUSSELET, Hervé FORCONI, Michel NOEL, Brahim OUAREM, Gabin ABENA

Pouvoirs : Daniel ESPRIN, Nicolas FOUQUE, Viviane LE BLANC, Edouard MATT, Grégory GOBRON

Absents excusés : Romain COLAS, Michel PELTIER, Véronique MAYEUR, Thierry ROUYER, Jean-Marc FOUCHER, Patric BRETHOUS, Michel LEPRETRE, Michel COLLET, Nathalie PFEIFER, Marianne DURANTON, Serge HUBERT, Joseph DELPIC, Pierre-Henri CELLIER, Xavier DUGOIN, Gilles FRAYSSE, Jean-Claude LE ROUX

Présents : 14

Pouvoirs : 5

Votants : 19

Le Président ouvre la séance et procède à la nomination d'un secrétaire de séance conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales

Monsieur Hervé FORCONI est désigné secrétaire de séance

OBJET : ADOPTION DU SCHEMA DIRECTEUR DE DEPLOIEMENT DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGES POUR VEHICULES ELECTRIQUES (IRVE)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'article R353-5-2 du code de l'énergie

Vu le décret n° 2021-565 du 10 mai 2021 relatif aux schémas directeurs de développement des infrastructures de recharges ouvertes au public pour les véhicules électriques et les véhicules hybrides rechargeables

Considérant que le SMOYS, en sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité (AODE) s'est engagé dans la réalisation d'un schéma directeur de déploiement d'infrastructure de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables ", qui définit les priorités de l'action des autorités locales afin de parvenir à une offre de recharge suffisante pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables pour le trafic local et le trafic de transit, qu'il comprend un diagnostic, un projet de développement et des objectifs chiffrés, un calendrier de mise en œuvre précisant les ressources à mobiliser, et un dispositif de suivi et d'évaluation.

Considérant que le SMOYS a choisi de réaliser son schéma directeur en l'ancrant sur deux principes : d'une part, mailler utilement et dans une logique de service public le territoire composé des 66 communes constitutives depuis le 1^{er} septembre 2021 de son périmètre, en cohérence avec le déploiement d'IRVE aux marges de son territoire engagé par les autres syndicats franciliens et d'autre part, de respecter une équation économique soutenable,

Considérant que la méthodologie employée qui a conduit à produire ce scénario de développement tient compte de l'aspect démographique des communes, de la nature et de l'évolution des usages, de la présence d'acteurs privés contraints comme le sont les surfaces commerciales, de la typologie des logements....

L'autorité territoriale,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publicité

Considérant que ce schéma directeur aboutit dès à présent à proposer sur les quatre prochaines années l'installation de près de 400 nouveaux points de charge.

Vu la réunion de présentation organisée, conjointement avec l'AVERE le 8 février 2022

Vu la réunion de concertation du 10 mai 2022

Vu la commission « électromobilité » du 12 mai 2022

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

ADOpte le schéma directeur de déploiement des infrastructures de recharges pour véhicules électriques (IRVE).

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Vote	
Pour	19
Contre	0
Abstention	0

La délibération est adoptée,

Le Président,

Brahim OUARÉM

L'autorité territoriale,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publicité